

La bourse aux postes commune aux trois fonctions publiques est lancée

21 févr. 2019, PAR Scordia Bastien

“Place de l’emploi public”, le site d’offres d’emploi commun à l’ensemble de la fonction publique, vient d’être ouvert. Il doit permettre de favoriser la mobilité des agents entre les versants.

C’est un outil au service de la mobilité des agents publics qui était particulièrement attendu. Intitulée “Place de l’emploi public”, la bourse aux postes commune aux trois versants de la fonction publique vient d’être officiellement lancée. Dispersées jusqu’alors, les offres d’emploi de chacun des versants sont donc désormais réunies sur un site Internet unique [\[cliquez ici pour y accéder\]](#).

Avec cette plate-forme, l’obligation de publicité des créations et vacances d’emplois, tous versants confondus, devient donc effective. Une obligation instaurée par l’[ordonnance](#) du 13 avril 2017 portant diverses mesures relatives à la mobilité dans la fonction publique. Objectif : *“favoriser la mobilité interministérielle et celle entre les trois versants de la fonction publique, afin de permettre des mobilités fonctionnelles dans le cadre de bassins d’emplois”*.

Exceptions

Pour rappel, les modalités de mise en œuvre de cette obligation ont été précisées par un décret du 28 décembre dernier. Ce texte a notamment fixé le champ des administrations et des emplois concernés par cette obligation de publication [\[cliquez ici pour consulter le décret\]](#).

Plusieurs exceptions ont néanmoins été décidées : au total, 70 corps sont exclus du dispositif, soit plus d’1,3 million d’agents. Par exemple, cette obligation de publicité ne s’appliquera pas aux emplois dont la nomination est laissée à la décision du gouvernement, ni à ceux susceptibles d’être pourvus exclusivement par la voie d’avancement de grade, ni au corps des enseignants ou encore aux personnels des inspections.

Selon l’étude d’impact du décret, le nombre de fiches de poste qui devraient être diffusées annuellement sur le nouveau portail numérique est évalué à 51 621 offres pour le versant étatique, à près de 60 000 pour le versant territorial et à près de 54 000 pour l’hospitalière.